N°5500

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2005-2006

**P R O J E T D E L O I**

**concernant le budget des recettes et des dépenses de l’Etat**

**pour l’exercice 2006**

Le projet de budget pour 2006 se caractérise par les chiffres essentiels ci-après :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|   | **Budget définitif** | **Projet de budget** | **Variation**  |
|  (en milliers d’euros) | **2005** | **2006** | **en euros** | **en %** |
|   |   |   |   |   |
| **Budget courant** |   |   |   |   |
| Recettes | 6 828 678,0 | 7 223 692,0 | 395 014,0 | +5,78% |
| Dépenses | 6 303 056,0 | 6 852 208,6 | 549 152,6 | +8,71% |
| **Solde**  | **525 622,0** | **371 483,4** | **-154 138,6** | . . . |
|   |   |   |   |   |
| **Budget en capital** |   |   |   |   |
| Recettes | 73 789,0 | 104 342,8 | 30 553,8 | +41,41% |
| Dépenses | 706 124,0 | 777 121,6 | 70 997,6 | +10,05% |
| **Solde**  | **-632 335,0** | **-672 778,8** | **-40 443,8** | . . . |
|   |   |   |   |   |
| **Budget total** |   |   |   |   |
| Recettes | 6 902 467,0 | 7 328 034,8 | 425 567,8 | +6,17% |
| Dépenses | 7 009 180,0 | 7 629 330,2 | 620 150,2 | +8,85% |
| **Solde** | **-106 713,0** | **-301 295,4** | **-194 582,4** | **. . .** |
|   |   |   |   |   |

 Source : Données IGF

Alors que le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l’Etat pour l’exercice 2005 avait prévu que les recettes courantes projetées pour 2005 accuseraient une progression de 9,39%, les prévisions pour l’exercice 2006 s’avèrent plus modestes.

Le projet de budget table ainsi sur une croissance des recettes courantes de 5,78%. En faisant abstraction de certains éléments exceptionnels, notamment au niveau des recettes en capital, l’évolution du total des recettes entre 2005 et 2006 s’établirait à quelque 3%.

Le projet de budget 2006 se caractérise par ailleurs par une hausse importante des dépenses prévues. Les dépenses courantes devraient progresser de 8,71% et les dépenses en capital de 10,05%. En chiffres, il s’agit d’une augmentation de quelque 620 millions d’euros par rapport au budget définitif 2005 et de 740 millions d’euros par rapport au compte général provisoire de 2004. D’après les prévisions budgétaires pour 2006, les dépenses totales dépasseront ainsi les recettes totales de quelque 300 millions d’euros, ce qui entraînerait un déficit budgétaire de 4,1% (Administration centrale).

Au cours des années écoulées, les évolutions au niveau de la structure des dépenses de l’Etat ont abouti à un accroissement sensible de la rigidité budgétaire et dès lors également à une réduction des marges de manœuvre dont dispose le Gouvernement pour mener son action politique. Une proportion de plus en plus élevée des dépenses publiques est en effet fixée par ou en vertu de dispositions légales, réglementaires et conventionnelles.

La rigidité découlant du caractère obligatoire et difficilement compressible de la plupart de ces dépenses est encore accentuée par la dynamique inhérente à leur évolution. D’une part, le volume de ces dépenses est animé d’un mouvement ascendant qui découle directement ou indirectement de leurs facteurs d’évolution respectifs. D’autre part, cette croissance réelle des dépenses publiques est renforcée par le fait qu’environ les deux tiers des dépenses courantes du budget de l’Etat sont liées directement, par le biais de l’échelle mobile des salaires, à l’évolution de l’indice des prix à la consommation.

Le tableau ci-après présente les postes de dépenses qui affichent les variations les plus

significatives entre 2005 et 2006:

- Participation dans le financement de l’assurance-pension

 (régime contributif) . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . + 72,8 millions

- Participation dans le financement de l’assurance-maladie . . . . . . . . . . + 64,8 millions

- Participation des communes dans le produit de certains impôts de l’Etat + 45,2 millions

- Forfait d’éducation . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . + 40,0 millions

- Participation dans le financement de l’assurance-dépendance . . . . . . . . + 28,1 millions

- Aide au développement . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . + 26,0 millions

- Fonds des pensions des agents publics . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . + 21,5 millions

- Traitements et pensions des fonctionnaires . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . + 21,4 millions

- Recherche publique . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . + 18,9 millions

- Participation dans le financement des allocations familiales . . . . . . . . . . + 14,5 millions

- Versement du produit des impôts de solidarité . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . + 10,4 millions

- Transport public routier et ferroviaire . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . + 6,0 millions

 Total . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 335,0 millions